

Nouvelles d'Espagne et du Portugal Agriculture

Une publication du SER de Madrid
et du SE de Lisbonne
N°40, octobre 2026

Sommaire

ACTUALITÉS POLITIQUES

Espagne

-Convocation d'élections générales le 29 novembre, sur fond de crise du logement.

Portugal

-Exportations agroalimentaires : vers un renforcement des échanges avec le Brésil à l'aune de l'accord UE-Mercosur ?

Espagne et Portugal

-Les deux gouvernements prennent des mesures similaires pour lutter contre le prix de l'énergie et des fertilisants

ACTUALITÉS CLIMATIQUES

Espagne

-Canicule estivale : chaleur record mais des ressources d'eau stockées suffisantes

Portugal

-2026 : un été parmi les plus chaud... et pluvieux.

Espagne et Portugal

-Incendies de l'été 2026 : des bilans moins lourds qu'en 2025

ACTUALITÉS AGRICOLES PAR SECTEUR

Espagne

- Le secteur des fruits et légumes reste leader en Europe malgré la hausse des coûts de production.
- Plainte des producteurs d'huile d'olive contre la concurrence de l'huile tunisienne
- Une récolte de pistaches en baisse en 2026, mais une filière en pleine expansion
- La filière rizicole valencienne fragilisée par une chute des prix et la hausse des coûts
- Le tournesol a le vent en poupe notamment en Andalousie

Portugal

- La production des petits fruits poursuit sa croissance et confirme son dynamisme à l'export
- L'avocat portugais : une filière relativement récente mais porteuse
- Baisse du prix du lait : les producteurs portugais en difficulté

Partout en Europe, les acteurs de la production agricole font face à de grandes difficultés et la péninsule ibérique n'y échappe pas : la forte hausse des prix du gasoil et des engrais et l'été particulièrement chaud et sec interrogent sur les capacités de résilience des différentes filières. Ce numéro 40 de « nouvelles d'Espagne et du Portugal : agriculture » montre que les préoccupations de ce côté des Pyrénées sont pourtant davantage liées à la hausse des coûts qu'aux conditions climatiques de cet été, le stockage de l'eau de l'hiver dernier ayant permis d'atténuer le choc climatique estival. Le panorama non exhaustif des résultats des filières que nous vous proposons, illustre également les succès de certaines d'entre elles, affichant des perspectives de croissance notables.

Actualités politiques et économiques

Espagne

Convocation d'élections générales le 29 novembre, sur fond de crise du logement.

Le Président du Gouvernement Pedro Sánchez a annoncé le 5 octobre la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées pour le 29 novembre. La crise estivale de l'entrée illégale de milliers de migrants dans l'enclave de Ceuta et les manifestations contre les difficultés liées au coût du logement au mois de septembre auront précipité la fin d'un mandat débuté il y a trois ans, et conduit avec le soutien d'une fragile coalition de partis de gauche et certains partis indépendantistes régionaux comme *Junts* en Catalogne.

Les sondages donnent à ce stade l'avantage au Parti populaire (droite) avec 32% à 35% des voix, mais qui pourrait avoir besoin de gouverner avec le parti VOX (extrême-droite), positionné en 3ème place avec 18% de intentions de vote. En baisse dans l'opinion avec 25 à 27 % des intentions de vote, le PSOE de Pedro Sánchez semble à ce stade en difficulté pour conserver le pouvoir, ses alliés d'extrême gauche étant au plus bas dans les sondages.

Portugal

Exportations agroalimentaires : vers un renforcement des échanges avec le Brésil à l'aune de l'accord UE-Mercosur ?

Alors que les exportations portugaises de produits agroalimentaires et de boissons vers les États-Unis se sont contractées de 12,5% **entre janvier et juillet 2026**, elles progressent à un rythme soutenu au Brésil (+25,45%). Cette progression intervient dans les premiers mois de l'application provisoire de l'accord UE-Mercosur, offrant un contexte potentiellement favorable aux exportateurs portugais, notamment dans les secteurs du vin et de l'huile d'olive.

Dans le secteur viticole, le marché brésilien gagne notamment en importance. Il représentait 7,9% de la valeur des exportations portugaises de vin en 2021, contre 9,6% aujourd'hui (48,2 M€), soit une part désormais quasiment équivalente à celle des États-Unis (48,3 M€), premier débouché du vin portugais hors UE. En volume, le Brésil constitue le troisième marché d'exportation du vin portugais, derrière l'Angola et la France, et devant les États-Unis. Cette progression est d'autant plus notable que la demande mondiale de vin est actuellement orientée à la baisse : le Brésil figure ainsi parmi les marchés où les ventes de vin portugais continuent de progresser.

L'huile d'olive portugaise renforce également sa position dominante sur le marché brésilien. Selon les données du Conseil oléicole international (COI), les importations brésiennes d'huile d'olive ont progressé de 40% entre octobre 2025 et mars 2026. Le Portugal occupe une position dominante sur ce marché : **62% des importations brésiennes d'huile d'olive viennent du Portugal** et ses ventes ont progressé de plus de 20% la dernière campagne, cette dynamique s'inscrivant dans une tendance de développement de la consommation d'huile d'olive au Brésil. Pour le Portugal, cette évolution offre un débouché important à l'export, alors que la production portugaise a atteint environ 177 000 tonnes en 2025/26, soit une hausse de 10% sur un an. Entre janvier et juillet 2026, le Brésil a déjà absorbé près de la moitié de la valeur des exportations d'huile d'olive du Portugal, avec une part de 48 %, soit 280,8 M€.

Espagne et Portugal

Les deux gouvernements prennent des mesures similaires pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie et des fertilisants

Depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, le secteur de la production agricole, déjà touchée par la hausse constante des coûts de production depuis 2022, a vu sa situation s'aggraver avec la flambée des prix des

carburants et des fertilisants. Pour tenter d'atténuer les difficultés du secteur, le gouvernement espagnol a réagi le premier, dès le mois de mars, en annonçant deux mesures de soutien au monde agricole. Une aide à l'achat des fertilisants tout d'abord, matérialisée par un montant forfaitaire de 38 € pour un hectare de production en sec et 92 € par hectare de production irriguée, représentant un effort budgétaire de 650 M€ au total après prolongation de l'aide en juillet. Une ristourne de 20 centimes par litre de gas-oil agricole a également été mise en place initialement jusqu'au mois de juin, pour un budget initial estimé à 52 M€.

De son côté, le gouvernement portugais a annoncé des aides du même type, au mois de mai. Les montants forfaitaires à l'hectare annoncés pour l'achat d'engrais sont de 36 € pour un hectare de surface en sec et 84 € pour un hectare de surface irriguée et représentent une dépense nationale de 20 M€. L'aide au gasoil agricole mise en place au mois d'avril est de 10 centimes par litre, et représente un coût pour l'Etat de 15 M€.

Le décalage de la décision du gouvernement portugais par rapport à son voisin espagnol a généré une certaine frustration d'une profession agricole portugaise toujours très attentive aux aides reçues par les concurrents ibériques.

Du fait de la persistance de la situation économique difficile, ces mesures de soutien viennent d'être prolongée pour le deuxième semestre de l'année dans les deux pays.

Actualités climatiques

Espagne

Canicule estivale : chaleur record mais stockage d'eau suffisant

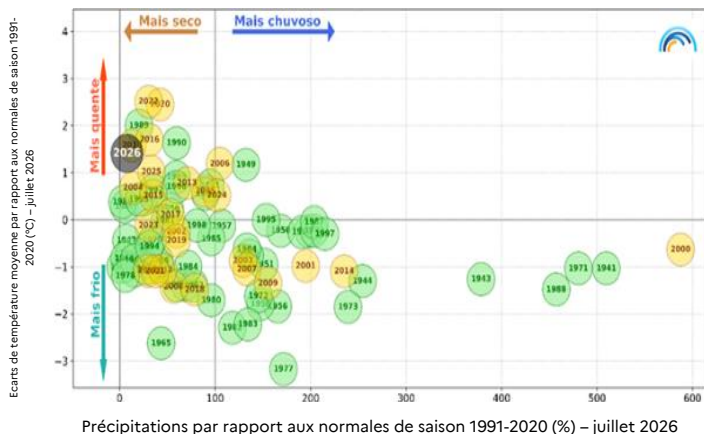
Selon l'Agence météorologique espagnole (AEMET), l'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré en Espagne. Dans la péninsule et aux Baléares, les vagues de chaleur ont totalisé 61 jours, un record. Juillet a également été le mois de juillet le plus sec depuis le début des relevés en 1961. Les orages d'août ont apporté des pluies très inégalement réparties, insuffisantes pour compenser le déficit estival : sur l'ensemble de l'Espagne continentale, les précipitations de juin à août n'ont atteint que 56 % de la normale. Ces conditions ont mis les grandes cultures non irriguées à rude épreuve, notamment les céréales. Malgré cet été sec, les barrages espagnols étaient encore remplis à 60,3 % au 22 septembre, soit 5 points de plus qu'un an auparavant et 15 points au-dessus de la moyenne des dix dernières années. Ce niveau s'explique notamment par les pluies abondantes tombées en début d'année.

Portugal

2026 : un été parmi les plus chaud... et pluvieux.

L'été 2026 aura été marqué par une évolution contrastée des conditions météorologiques. Juin et juillet ont été particulièrement chauds et secs, favorisant l'installation puis l'aggravation de la sécheresse, avant une amélioration sensible en août grâce à des précipitations largement supérieures aux normales. En juin, le pays a enregistré son quatrième mois de juin le plus chaud depuis 1931, avec une température moyenne de l'air supérieure de 2,05°C aux normales. Suite à une vague de chaleur qui s'est étendue du 9 au 24 juin, le déficit hydrique s'est accentué, avec une diminution généralisée de l'eau dans les sols, particulièrement dans l'intérieur de la région nord. La situation s'est dégradée en juillet, qualifié par l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère de « très chaud et extrêmement sec ». Avec une

température moyenne de 24,04 °C, soit 1,41 °C au-dessus des normales. Une vague de chaleur qui avait débutée le 29 juin s'est prolongée jusqu'au 11 juillet, faisant passer 60% du territoire en situation de sécheresse modérée (vs. 2,7% à la fin du mois de juin).



Août a toutefois inversé la tendance. Avec des températures proches des normales et des précipitations nettement excédentaires, le mois a été le troisième mois d'août le plus pluvieux depuis 2000. Dans la région de Lisbonne, les précipitations ont atteint jusqu'à sept fois la moyenne habituelle pour le mois. Ces pluies ont permis une amélioration significative des conditions de sécheresse météorologique : fin août, près d'un tiers du territoire était revenu à une situation normale et 54,1 % présentaient une situation de sécheresse légère. Cette amélioration demeure toutefois contrastée entre le nord et le sud du pays.

Espagne et Portugal

Incendies de l'été 2026 : des bilans moins lourds qu'en 2025

Les fortes chaleurs et la sécheresse ont favorisé la propagation des incendies dans les deux pays. Leur impact a néanmoins été plus étendu en Espagne, où les dommages aux exploitations agricoles ont conduit à l'annonce d'aides spécifiques. En Espagne, le gouvernement faisait état, le 9 septembre, de plus de 270 000 hectares touchés depuis le début de l'année

(contre 350 000 en 2025), dont environ 60 000 hectares de terres agricoles. Les feux ont endommagé des cultures, des pâturages, des ruches et des infrastructures rurales. Pour soutenir les zones sinistrées, les personnes, entreprises et collectivités pouvant justifier de dommages peuvent solliciter des aides concernant notamment les logements, les biens et les établissements économiques. Le gouvernement espagnol a également soumis à consultation un projet de décret prévoyant des aides pour les agriculteurs et les éleveurs assurés. Le texte prévoit de porter la prise en charge publique de l'assurance agricole jusqu'à 70 % de la prime et d'accorder une aide directe pour certaines pertes liées aux incendies. Les montants envisagés atteignent notamment 900 euros par hectare de vigne, 500 euros par hectare d'oliviers, 450 euros par bovin, 160 euros par hectare de grandes cultures. Selon le ministre Planas, ce décret devrait être adopté à la mi-octobre.

Au Portugal, malgré de fortes chaleurs, la superficie ravagée par les incendies de forêt cet été reste, à ce jour, quatre fois inférieure à celle de l'an passé. En 2025, près de 3% du territoire national avait en effet été concerné (268 508 hectares brûlés), tandis qu'en 2026, seulement 0,8% du territoire national a jusqu'à présent été touché par les incendies, représentant une surface brûlée de 71 690 ha (dont 45% de forêts,

45% de friches et 9% de surface agricole), pour 7 296 occurrences.

Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé des aides destinées aux exploitations touchées par l'incendie de Valpaços et des communes voisines. Elles visent à rétablir leur capacité de production, notamment dans les vignobles, les oliveraies et les amanderaies. Pour les exploitations ayant subi plus de 30 % de dommages, les investissements admissibles jusqu'à 10 000 euros pourraient être pris en charge. Le pays est resté toutefois en état d'alerte, durant le mois de septembre traversé par de nouvelles vagues de chaleur avec des risques d'incendie élevés dans plusieurs régions. Dans ces conditions, l'accès aux espaces forestiers est interdit, ainsi que les travaux et machines, les feux d'artifices et autres outils pyrotechniques. Au cours de l'été, les autorités ont également renforcé les moyens de surveillance et de lutte contre les incendies, avec une mobilisation accrue des équipes de secours et des forces armées.

Actualités agricoles par secteur

Espagne

Le secteur des fruits et légumes reste leader en Europe malgré la hausse des coûts de production.

L'Espagne demeure le premier producteur de fruits et légumes de l'UE en 2025, avec près de 28 millions de tonnes produites, devant l'Italie (27 Mt) et la France (22 Mt). Elle est également le premier exportateur européen avec 10 millions de tonnes vendues sur le marché communautaire, soit 25 % des échanges intra-européens.

À Almería, l'un des principaux bassins maraîchers exportateurs espagnols, la campagne 2025-2026 s'achève sur un bilan contrasté. Les volumes commercialisés ont reculé de 4 %, mais la hausse des prix de 12 % a permis au chiffre d'affaires de progresser de 8 %. Cette amélioration est cependant freinée par des coûts de production en hausse de 4,7 %, notamment pour les carburants (+50 %), les engrais (+27 %) et la main-d'œuvre (+3,1 %).

La courgette (+36 % sur les prix) et le concombre (+25 %) affichent les meilleures performances, tandis que le poivron et la pastèque reculent. La tomate poursuit son redressement, avec un chiffre d'affaires en hausse de 13 %.

Malgré une baisse de 5 % de ses exportations de tomates, à 361 302 tonnes, Almería représente désormais 66 % des exportations espagnoles vers l'UE et le Royaume-Uni. Parallèlement, les importations espagnoles de tomates marocaines progressent de 4 %.

L'Espagne conserve ainsi son leadership européen, mais la hausse persistante des coûts et la concurrence des importations continuent de peser sur la rentabilité des producteurs.

Plainte des producteurs d'huile d'olive contre la concurrence de l'huile tunisienne

A l'occasion du bilan de la campagne 2025-2026, et avant la nouvelle récolte, les syndicats de producteurs d'huile d'olive font monter la pression contre les importations tunisiennes. Rappelons que l'Espagne est de loin le premier producteur mondial avec une moyenne de 1,1 M de tonnes par an. Suivent l'Italie (308 000 t), la Turquie et la Tunisie (250 000 t). Pour le syndicat COAG, ce pays profite du régime commercial européen de perfectionnement actif pour s'affranchir des droits de douane prévus par l'accord UE-Tunisie. Le régime douanier de perfectionnement actif est normalement destiné à favoriser l'activité économique des entreprises de l'UE qui transforment des marchandises de pays tiers. Ce régime permet d'importer à droit nul des marchandises tierces à l'Union, de les transformer, avant de les réexporter ou de les mettre sur le marché. Le Syndicat COAG dénonce l'augmentation des importations sous ce régime sans droit de douane, qui représentent depuis janvier, 76% des importations tunisiennes totales d'huile d'olive, tandis que le contingent tarifaire de l'accord commercial reste sous-utilisé. Ces importations viennent concurrence l'huile d'olive espagnole dans les linéaires, exerçant une pression à la baisse des prix du marché, une concurrence jugée déloyale par le syndicat COAG. Il demande au ministre Planas de porter la demande d'une suspension totale de ce régime auprès de la Commission, au titre de l'article 195 de l'Organisation Commune de Marchés.

Une récolte de pistaches en baisse en 2026, mais une filière en pleine expansion

La récolte espagnole de pistaches devrait atteindre entre 12 000 et 14 000 tonnes en 2026, légèrement en deçà des premières prévisions. En Castille-La Manche, principale région productrice du pays, elle est estimée à 8 054 tonnes, en baisse de 27 % sur un an. Ce recul, malgré l'arrivée de nouvelles plantations à maturité, s'explique principalement par l'alternance naturelle des rendements, les

gelées de fin mars et, localement, des difficultés de pollinisation liées aux fortes chaleurs.

La tendance de fond reste néanmoins à une forte expansion de la filière. La région Castille-La Manche comptait 68 311 hectares de pistachiers en 2025, dont 24 164 en production, soit une hausse de 47 % des surfaces productives en un an. Environ 40 % de la production régionale est biologique. À l'échelle nationale, l'Espagne dispose d'environ 90 000 hectares, dont seulement 20 % sont aujourd'hui productifs. L'arrivée à maturité des jeunes vergers devrait donc entraîner une nette augmentation de la production au cours des trois à cinq prochaines années.

Les professionnels anticipent pour l'instant des prix proches de ceux de 2025, tandis que le syndicat ASAJA de Castille-La Manche entend surveiller le marché afin d'éviter d'éventuelles pressions spéculatives à la baisse. Le contexte international pourrait soutenir les cours : la récolte américaine pourrait chuter de 40 à 50 %, et la Turquie et l'Iran devraient également produire moins.

Enfin, la qualité constitue le principal enjeu de la campagne 2026. Les récentes pluies accroissent les risques de maladies fongiques et d'aflatoxines, rendant particulièrement déterminantes les opérations de récolte, de séchage et de transformation. Malgré une campagne moins abondante, la contraction de l'offre mondiale et l'essor rapide des plantations espagnoles confortent les perspectives de développement de la filière.

La filière rizicole valencienne fragilisée par une chute des prix et la hausse des coûts

La riziculture de la région de Valence traverse une période particulièrement difficile. À l'approche de la nouvelle campagne, les prix évoqués par les acheteurs se situeraient autour de 0,35 €/kg, soit environ 30 % de moins que l'an dernier, selon l'Association valencienne des agriculteurs (AVA-ASAJA). Ce niveau est très éloigné des 0,54 €/kg considérés comme nécessaires pour couvrir les coûts de production.

La baisse est d'autant plus préoccupante que les charges des exploitations auraient progressé de 7,2

% cette année, notamment en raison du renchérissement des engrais azotés, des carburants, des semences et de la main-d'œuvre. Avec un prix de vente de 0,35 €/kg, les producteurs pourraient ainsi perdre près de 0,20 €/kg, un manque à gagner que les aides de la Politique agricole commune (PAC) ne permettraient pas de compenser entièrement.

Face à cette situation, AVA-ASAJA entend signaler aux autorités nationales les contrats proposant des prix inférieurs aux coûts de production, une pratique interdite par la loi sur la chaîne alimentaire. L'organisation souhaite également alerter les institutions européennes et demande un réexamen des conditions commerciales applicables aux importations de riz en provenance de pays tiers, qu'elle considère comme une source de concurrence déloyale pour les producteurs européens.

Les agriculteurs réclament par ailleurs des contrôles sanitaires renforcés sur les riz importés. Des alertes européennes ont en effet fait état de la présence de résidus de produits phytosanitaires interdits dans l'UE dans certains lots originaires notamment du Pakistan, d'Inde, du Vietnam, du Bangladesh et du Cambodge.

La crise pourrait enfin avoir des conséquences qui dépassent le seul secteur agricole. Une rentabilité durablement insuffisante risquerait d'entraîner l'abandon de certaines rizières, notamment dans les parcs naturels de l'Albufera, près de Valence, et du Marjal de Pego-Oliva, entre les provinces de Valence et d'Alicante. Dans ces espaces protégés, où les possibilités de diversification agricole sont limitées, le maintien de la riziculture joue également un rôle dans la préservation des écosystèmes.

Le tournesol a le vent en poupe notamment en Andalousie

La surface implantée en tournesol en 2026 a atteint 820 000 ha en Espagne (760 000 ha en moyenne en France), contre 650 000 en 2025. L'Andalousie se distingue comme la première région avec 30% de la sole nationale et une progression de 28% entre 2025 et 2026. Cette reprise des emblavements confirme l'intérêt de la culture comme alternative aux céréales dont les résultats ont été décevants ces dernières années. Elle est également favorisée par

les exigences de rotation prévue par les éco-régimes de la PAC actuelle, par ses coûts de production plus faibles et par la demande du marché espagnol dont l'approvisionnement national ne couvre que 60% de la demande. Ainsi, l'Espagne continue d'importer 600 000 tonnes d'huile par an. Les perspectives sont bonnes pour le développement de cette culture en Espagne

Portugal

La production des petits fruits poursuit sa croissance et confirme son dynamisme à l'export

Selon une récente étude du cabinet de conseil EY, entre 2015 et 2025, la production portugaise de petits fruits a triplé pour atteindre 91 400 tonnes, avec la framboise en chef de file (40% de la production totale ; 37 700 tonnes). La myrtille se démarque également par sa forte croissance : le volume de production est passé de 4 400 à 25 200 tonnes en dix ans. La production de fraise a quant à elle doublé, tandis que la production de mûres a été multipliée par 14,5.

En valeur, la production de petits fruits a atteint 580 M€ en 2025 soit une hausse de 72,6% par rapport à 2020. Pour 2026, malgré les tempêtes qui ont lourdement affecté certaines régions (cf n°39), la production devrait s'élever à 645 M€. Sur le plan économique, entre 2020 et 2025, le secteur a généré une valeur ajoutée brute de 815 M€ et emploie aujourd'hui plus de 35 000 personnes. En 2026, il devrait contribuer à hauteur de 1,4 Md€ à l'économie portugaise.

La filière connaît par ailleurs un fort dynamisme à l'export ; en 2025 les exportations portugaises de petits fruits ont atteint 398 M€, soit une hausse de 17% sur un an et de 45% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. L'Espagne, les Pays-Bas et la France en sont les principaux clients.

L'avocat portugais : une filière relativement récente mais porteuse

Depuis 2012, l'avocatier s'est progressivement imposé dans le paysage agricole portugais, notamment en Algarve, région historiquement dominée par la culture des agrumes. L'Algarve offre en effet des conditions favorables à la culture de

l'avocat grâce à son climat méditerranéen et à la proximité de la mer, qui limite les écarts de température. Cette culture a d'abord vu le jour à Tavira, dans le Sotavento Algarvio, puis dans d'autres zones de la région.

Au cours de la dernière décennie, la production nationale s'est fortement accrue, avec un essor particulièrement marqué ces dernières années : le Portugal produit désormais autour de 40 000 tonnes d'avocats par an, contre 25 000 tonnes il y a trois ans. Cette hausse s'explique notamment par l'entrée en production progressive des vergers. Cette nouvelle culture a par ailleurs été rapidement adoptée par les producteurs d'agrumes de l'Algarve, qui y ont vu une opportunité de diversification et une source de revenus attractive, le prix moyen de l'avocat se situant autour de 2,5 €/kg. Le Portugal compte ainsi aujourd'hui 4 500 hectares d'avocatiers, dont 3 000 en Algarve.

Les producteurs ont néanmoins dû adapter leurs pratiques aux particularités de cette culture tropicale, particulièrement sensible aux températures extrêmes. Au cours de la dernière décennie, l'irrigation a notamment nécessité un apprentissage spécifique : les producteurs ont dû affiner les volumes et la fréquence des apports afin de répondre aux besoins de la culture. Ils se sont également dotés de techniques et infrastructures de protection contre le gel afin de rendre la culture de l'avocat compatible aux spécificités pédoclimatiques de la région.

Cette professionnalisation s'est accompagnée d'investissements notables, notamment de la part de la coopérative espagnole TROPS, qui accompagne les producteurs de la plantation à la commercialisation. En juin 2025, elle a inauguré à Tavira un site de tri et de conditionnement de 9 M€, activités qui étaient auparavant réalisées dans le centre de Málaga, en Espagne. Cette infrastructure illustre le poids croissant du Portugal dans la filière ibérique ; en 2025, la production portugaise de TROPS a atteint près de 12 000 t, soit environ 40% de sa production d'avocats dans la péninsule Ibérique.

Cette progression arrive toutefois à son plein potentiel dans la région de l'Algarve, en raison notamment d'une surface irriguée limitée qui n'a que très peu progressé au cours des trente dernières années. De nouvelles zones de

production apparaissent ainsi sur la côte de l'Alentejo et dans certaines zones aux microclimats favorables de la région centre.

La filière portugaise de l'avocat ne repose pas uniquement sur sa production nationale, laquelle s'étend de janvier à avril, mais également sur une activité de réexportation le reste du temps, qui lui permet d'approvisionner les marchés européens tout au long de l'année. Le port de Sines joue notamment un rôle important dans cette activité de réexportation.

Selon les professionnels de la filière, l'avocat portugais se distingue par sa qualité. Les conditions climatiques de certaines zones de l'Algarve permettraient d'obtenir des fruits particulièrement tendres, savoureux et aromatiques, dont les caractéristiques sont identifiées par certains distributeurs comme différentes de celles d'autres origines. La filière cherche ainsi à valoriser une production de proximité et de qualité destinée en priorité au marché européen.

Reste la question de l'eau, au cœur des critiques adressées à la filière. Les producteurs et experts contestent l'idée d'une culture particulièrement gourmande en eau, estimant que les besoins de l'avocat sont comparables à ceux des agrumes, à condition d'adapter précisément l'irrigation. Celle-ci doit notamment être réalisée en journée, contrairement aux agrumes, afin de tenir compte des phénomènes d'évapotranspiration. Selon les chiffres avancés par la filière, l'avocat représente près de 10% des surfaces irriguées en Algarve, mais moins de 5% de l'eau utilisée pour l'irrigation. Son développement s'est toutefois inscrit dans un contexte de sécheresse et de tensions croissantes sur la ressource en eau dans la région entre 2018 et 2025. Quant à l'expansion de la culture vers l'Alentejo et le Centre, elle nécessitera, selon les professionnels, des études au cas par cas afin d'identifier les microclimats favorables et d'adapter

les pratiques agricoles à des conditions climatiques moins propices.

Baisse du prix du lait : les producteurs portugais en difficulté

La baisse continue du prix du lait payé aux producteurs devrait leur coûter 72 M€ sur l'année 2026, selon une estimation de l'association Aprolep. Entre août et décembre, les coopératives associées à Lactogal – le plus grand Groupe laitier de la péninsule ibérique – ont annoncé que le prix au producteur diminuerait de 1,5 centimes par litre. En juillet, selon les données Eurostat, le prix du lait acheté aux producteurs a atteint 0,432 €/kg, son niveau le plus bas de l'année, contre 0,465 €/kg en Janvier. Cette baisse s'explique par des conditions de marché défavorables : effondrement du prix du lait en poudre, difficultés à écouler le lait en brique et promotions agressives dans la distribution. Le prix du lait au consommateur a quant à lui baissé de 2 centimes depuis janvier, pour atteindre 0,89 € le litre de lait demi-écrémé en juillet.

La situation est d'autant plus alarmante que les producteurs font face à une augmentation du coût de leurs intrants (engrais, alimentation animale, énergie). Certains craignent par ailleurs que cette tendance baissière se poursuive en 2027. La concurrence des importations de lait notamment depuis la France, aggrave encore la pression sur la filière portugaise. Le prix moyen payé aux producteurs portugais demeure néanmoins supérieur à la moyenne européenne. Face à cette crise, les éleveurs attendent une réponse du gouvernement, alors que les aides annoncées pour les engrais et le diesel sont jugées insuffisantes par les représentants du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Madrid

Rédaction : SER de Madrid, SE de Lisbonne

Abonnez-vous : madrid@dgtresor.gouv.fr